

CONSEIL D'ETAT, SECTION D'ADMINISTRATION.

A R R E T

n° 94.527 du 4 avril 2001

A.98.234/XIII-1978

En cause : 1. **l'Association sans but lucratif
"L'ERABLIERE",**

ayant élu domicile chez
Me Alain LEBRUN, avocat,
rue du Ruisseau 55
4000 Liège,

2. **la Commune de Nassogne,**
ayant élu domicile chez
Me Albert LESCEUX, avocat,
avenue de la toison d'Or 27
6900 Marche-en-Famenne,

contre :

1. **la Région wallonne,** représentée
par son Gouvernement,
ayant élu domicile chez
Me France MAUSSION, avocat,
rue H. Wafelaerts 47-51
1060 Bruxelles,

2. **la Députation permanente du
Conseil provincial du Luxembourg.**

Partie intervenante :

**la Société coopérative INTERCOMMUNALE
POUR L'EQUIPEMENT ECONOMIQUE DE
LA PROVINCE DE LUXEMBOURG,**
en abrégé "**IDELUX**",

ayant élu domicile chez
Me Francis HAUMONT, avocat,
rue du Stocquoy 1-3
1300 Wavre.

LE PRESIDENT F.F. DE LA XIII^e CHAMBRE DES REFERES,

Vu la demande introduite le 8 décembre 2000 par l'association sans but lucratif L'ERABLIERE et la commune de Nassogne, tendant à la suspension de l'exécution de l'arrêté du Ministre wallon de l'Aménagement du territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement du 11 septembre 2000 délivrant à la société coopérative INTERCOMMUNALE POUR L'EQUIPEMENT ECONOMIQUE DE LA PROVINCE DE LUXEMBOURG, en abrégé "IDELUX", un permis d'implanter et d'exploiter un centre d'enfouissement technique de classes 2 et 3 à Tenneville, au lieu-dit "Al Pisserotte", et créant un comité d'accompagnement;

Vu la requête introduite le même jour par les mêmes requérantes qui demandent l'annulation du même acte;

Vu la requête introduite le 10 janvier 2001 par laquelle la Société coopérative INTERCOMMUNALE POUR L'EQUIPEMENT ECONOMIQUE DE LA PROVINCE DE LUXEMBOURG, en abrégé "IDELUX", demande à être reçue en qualité de partie intervenante dans la procédure en référé;

Vu la note d'observations et le dossier administratif de la première partie adverse;

Vu le rapport de M. NIKIS, auditeur au Conseil d'Etat;

Vu l'ordonnance du 29 janvier 2001 fixant l'affaire à l'audience du 15 février 2001 à 9.30 heures, date à laquelle elle a été mise en continuation à l'audience du 13 mars 2001 à 9.30 heures;

Vu la notification de l'ordonnance de fixation et du rapport aux parties;

Entendu, en son rapport, M^{me} GUFFENS, conseiller d'Etat;

Entendu, en leurs observations, Me A. LEBRUN, avocat, comparaissant pour la première partie requérante, Me Ph. NEUVILLE, loco Me A. LESCEUX, avocat, comparaissant pour la seconde partie requérante, Me G. VAN HOOREBEKE, loco Me France MAUSSION, avocat et M. P. DEWOLF, ingénieur auprès de la Région wallonne, comparaissant pour la première partie adverse, et Me L. de MEEÛS, loco Me F. HAUMONT, avocat, comparaissant pour la partie intervenante;

Entendu, en son avis conforme, M. NIKIS, auditeur;

Vu le titre VI, chapitre II, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que les faits utiles à l'examen de la demande de suspension se présentent comme suit :

1. Par décision du 25 avril 1996, le Gouvernement wallon charge la S.A. SOCIETE PUBLIQUE D'AIDE A LA QUALITE DE L'ENVIRONNEMENT, en abrégé "SPAQUE", de l'élaboration d'un avant-projet de plan des centres d'enfouissement technique, en abrégé, "C.E.T.".

2. Sur le territoire de la commune de Tenneville, au lieu-dit "Al Pisserotte", se trouve un centre d'enfouissement technique accueillant des déchets ménagers et industriels non dangereux, ainsi que des déchets inertes.

3. La S.C. IDELUX propose à la S.A. SPAQUE d'inclure dans le plan des centres d'enfouissement technique l'extension du site actuel d'"Al Pisserotte", en vue de l'implantation en tumulus d'un C.E.T. de classe 2 (déchets ménagers ou industriels non dangereux), qui présenterait une capacité d'accueil de 4.300.000 m³ et d'un C.E.T. de

classe 3 (déchets inertes), qui présenterait une capacité d'accueil de 600.000 m³. Le site est situé au plan de secteur en zone forestière.

4. Le site est retenu par la S.A. SPAQUE dans l'avant-projet de plan.

Dans cet avant-projet, la S.A. SPAQUE établit un premier classement des sites proposés au moyen d'une grille de critères de comparaison socio-environnementaux.

Le site de Tenneville obtient, sur base de ces critères, une cote de 92/100 en ce qui concerne les déchets de classe 2 et une cote de 94/100 en ce qui concerne les déchets de classe 3.

5. Avec une cote supérieure à 50 p.c., le site d'"Al Pisserotte" est retenu dans le projet de plan arrêté par le Gouvernement wallon le 23 janvier 1997 et soumis à étude d'incidences. Celle-ci est déposée par la société TRACTEBEL DEVELOPMENT WALLONIE le 27 octobre 1997.

Les conclusions de l'étude quant aux impacts du projet sur l'environnement peuvent être résumées comme suit en ce qui concerne les incidences sur la flore :

" L'extension de la décharge de Tenneville aura (...) comme conséquences directes la régression limitée dans l'espace et dans le temps d'un milieu typique de la région (lande acide et chênaie sessiflore), la disparition d'une petite zone humide et la diminution, pour le site, des effectifs de *Sphagnum* spp., espèces protégées par la loi. Le fait que d'une part, les effectifs de cette espèce, présents sur le site soient peu nombreux, que d'autre part, celle-ci puisse être trouvée en nombre plus important en d'autres endroits de la région rend l'impact de leur disparition au niveau du site relativement marginal" (étude, p. 84)".

6. Dans son projet de plan des C.E.T., la S.A. SPAQUE recommande "l'épuration préalable des lixiviats avant rejet dans le réseau hydrographique local répertorié comme piscicole salmonicole", "de même que la construction

d'un bassin d'orage pour maintenir le débit de la Pisserotte".

7. Le 30 avril 1998, le plan des C.E.T. et les modifications des plans de secteur concernés sont adoptés provisoirement par le Gouvernement wallon. Le site d'"Al Pisserotte" est retenu.

Dès lors, le plan des C.E.T., accompagné de l'étude d'incidences sur l'environnement et des modifications des plans de secteur, est soumis à enquête publique du 18 mai au 2 juillet 1998. Elle couvre, en ce qui concerne le site de Tenneville, les communes de Marche-en-Famenne, Nassogne, Rendeux, La Roche et Tenneville et suscite 129 réclamations (lettres individuelles et pétitions). Une réunion de concertation se tient le 26 août 1998.

8. Entre-temps, le 29 juillet 1998, l'auteur de l'étude d'incidences communique au Conseil wallon pour l'environnement et le développement durable (CWEDD), à la demande de celui-ci, une analyse des érablières d'éboulis présentes sur le site du C.E.T. projeté ainsi qu'une étude des impacts du projet sur cet habitat naturel.

Après avoir expliqué longuement les raisons pour lesquelles ces analyses n'ont pas été menées dans le cadre formel de l'étude d'incidences, l'auteur de cette étude relève ce qui suit :

" Deux plages d'érablières d'éboulis existent au coeur du massif forestier partiellement repris dans la zone d'extension du C.E.T. Une petite plage est entièrement circonscrite dans les limites du C.E.T., l'autre chevauche ces limites et n'est que partiellement incluse (sic) dans la zone faisant l'objet du présent projet pour s'étendre en direction de la Wamme et de la Carrière Calay.

(...)

Comme mentionné ci-dessus, il existe deux plages d'érablières d'éboulis enclavées (partiellement pour l'une

d'elle) dans la zone forestière couvrant partiellement les zones I et II (document 6 de l'E.I.E.) du futur C.E.T.

(...)

Une petite plage d'érablières d'éboulis apparaît en zone II au nord-est de l'ancienne zone d'extraction située approximativement au centre de la zone forestière du C.E.T. Sa superficie, en première approche, serait de l'ordre de l'hectare.

La seconde plage située au sud-ouest de la zone d'extraction a une superficie plus grande dans son ensemble. On peut cependant considérer que maximum 30 % de celle-ci concerne les zones I et II avec moins de 1 hectare pour la zone II (zone C.E.T.) et de l'ordre de 2 à 4 hectares pour la zone I (zone amont du C.E.T. = traitement et recyclage). La superficie couverte en érablières d'éboulis dans les limites de la zone II (zone C.E.T.) apparaît donc inférieure à 2 ha. La surface d'érablière située au coeur de la zone C.E.T. "sensu stricto" a donc une extension relativement réduite par rapport aux érablières environnantes".

L'étude complémentaire note également que l'érable sycomore est l'essence dominante qui compose cet habitat, que "l'intérêt écologique ne réside (...) pas dans l'existence d'espèces particulières mais dans l'existence d'un habitat particulier" et que "les exemplaires mis en évidence sur la zone C.E.T. ne sont (...) pas à considérer comme des cas uniques ou isolés, ni même rares dans la région et le voisinage direct".

En ce qui concerne la protection juridique des érablières de Tenneville, l'auteur de l'étude complémentaire émet les observations suivantes :

" Aucun statut de protection des érablières d'éboulis n'est d'application actuellement en Région wallonne (aucun arrêté d'application). Seule la Directive "Habitats" (...) prévoit la mise sur pied de "zones spéciales de conservation" pour certains habitats naturels. Parmi les habitats naturels à protéger, la Directive CEE place en son numéro 9180 les Forêts de pentes, éboulis ou ravins du *Tilio-Aceretum* (ou *Tilio-Aceron*) (...). Les érablières d'éboulis ici considérées en milieu plutôt acide (*Dicrano-Aceretum*) ne sont donc pas reprises sensu stricto dans la législation CEE, mais sont, semble-t-il, considérées, par extension par les spécialistes, comme devant faire l'objet des mêmes mesures de protection

(...). Le statut juridique des érablières sur coulée quartzitique apparaît donc ambigu à la lecture de la Directive CEE".

Enfin, l'étude complémentaire suggère - encore qu'elle estime que la présence d'érablières d'éboulis ne modifie pas les conclusions de son étude d'incidences - de prendre certaines mesures de protection des autres érablières existant sur le territoire de la Région wallonne, de limiter le projet aux zones non concernées par les érablières et de fixer une zone tampon de 20 mètres maximum.

9. La Commission régionale d'aménagement du territoire, en abrégé "CRAT", considère que l'étude d'incidences est satisfaisante et émet un avis favorable sous la double condition que la décharge existante soit préalablement réhabilitée et que la plus grande érablière d'éboulis soit préservée.

Le CWEDD considère que l'étude d'incidences est satisfaisante, que "le site remplit les conditions environnementales souhaitables pour accueillir un C.E.T. de classe II et III, moyennant respect des diverses recommandations du bureau d'études". Toutefois, il recommande que "le projet soit adapté pour protéger les érablières présentes sur le site" et qu'un parc environnemental soit inclus sur le site.

Ces avis sont rendus tant en ce qui concerne le C.E.T. pour déchets ménagers et industriels non dangereux (qui présente le volume le plus important) qu'en ce qui concerne le C.E.T. pour déchets inertes.

10. A l'issue de la procédure d'enquête publique, la S.A. SPAQUE retient le site de Tenneville tant pour les déchets ménagers et industriels non dangereux que pour les déchets inertes. Elle estime notamment que "le zonage retenu au plan de secteur permet de protéger l'érablière d'éboulis conformément aux recommandations de la Commis-

sion régionale d'aménagement du territoire et du Conseil wallon pour l'environnement et le développement durable".

11. Le 1^{er} avril 1999, le Gouvernement wallon adopte le plan des C.E.T. et arrête définitivement les modifications des plans de secteur.

Le site de Tenneville est mentionné dans la liste des C.E.T. autorisés et en cours d'exploitation (déchets ménagers et industriels non dangereux : capacité résiduelle de 200.000 m³; déchets inertes : capacité résiduelle de 600.000 m³) et dans la liste des sites susceptibles d'accueillir de nouveaux C.E.T. (déchets ménagers et industriels non dangereux : capacité prévue de 3.800.000 m³; déchets inertes : capacité prévue de 600.000 m³).

12. La S.C. IDELUX introduit le 25 octobre 1999 auprès de la députation permanente du conseil provincial du Luxembourg une demande de permis d'implanter et d'exploiter un C.E.T. de classes 2 et 3 (déchets ménagers et industriels non dangereux et déchets inertes) sur le territoire de la commune de Tenneville au lieu-dit "Al Pisserotte", cadastré 2^{ème} division, section A, n^{os} 1121 C pour partie et 1121 D.

La demande est faite pour une durée de 20 ans et pour un volume de 3.800.000 m³. Elle concerne une surface de plus de 40 hectares, dont plus de 14 hectares sont spécifiquement destinés à l'enfouissement, le solde étant destiné à accueillir les installations de regroupement des déchets, les dépôts de terres et les installations annexes nécessaires à l'exploitation du C.E.T..

Le projet comprend :

- une zone d'enfouissement proprement dite;
- une zone réservée au stockage temporaire des terres;

- des installations de collecte et de traitement des eaux;
- une zone réservée aux installations de regroupement des déchets;
- une zone réservée à la grande érablière visée par l'étude d'incidences complémentaire, à laquelle s'ajoute une zone tampon de 30 mètres autour des limites de l'érablière;
- des installations connexes et une nouvelle voirie "destinée à supporter le trafic lourd transitant depuis l'entrée du site actuel jusqu'à la zone d'enfouissement".

La demande contient également et notamment :

- une étude géologique et hydrogéologique réalisée par l'université de Liège;
- une étude des vibrations réalisée par l'université de Liège ;
- des plans de situation et d'exploitation.

13. La demande suscite les avis suivants :

- le 22 décembre 1999 et le 20 janvier 2000, avis favorables sous conditions de la division de la nature et des forêts de la direction générale des ressources naturelles et de l'environnement de la Région wallonne : essentiellement, création d'une zone tampon de 100 mètres au lieu de 30 mètres et préservation de la zone prévue pour le stockage des terres;
- le 27 décembre 1999, avis de la division de l'eau de la direction générale des ressources naturelles et de l'environnement de la Région wallonne :

" Les terrains prévus pour l'extension du centre d'enfouissement technique de Tenneville ne présentent pas une imperméabilité naturelle très élevée. (...) Il convient donc dès lors que le système d'étanchéité à mettre en place présente toutes les garanties maximales nécessaires";

- le 12 janvier 2000, avis de la division de la prévention et des autorisations de la direction générale des ressources naturelles et de l'environnement (D.G.R.N.E.) de la Région wallonne :

" L'installation de combustion (torchère) est correctement dimensionnée (...)".

- l'avis favorable sous condition du collège des bourgmestre et échevins de la commune de Tenneville;
- les avis défavorables des collèges des bourgmestre et échevins des villes de La Roche-en-Ardenne et de Marche-en-Famenne, et de la commune de Nassogne.

14. L'enquête publique réalisée suscite les oppositions de l'A.S.B.L. L'ERABLIERE, de l'A.S.B.L. INTER-ENVIRONNEMENT WALLONIE et des oppositions sous forme de pétitions et de lettres individuelles.

15. Le fonctionnaire technique établit son rapport de synthèse le 6 avril 2000. Celui-ci propose d'accorder le permis sollicité moyennant le respect de certaines conditions d'implantation, d'exploitation et de remise en état des lieux.

16. La députation permanente du conseil provincial du Luxembourg accorde, par arrêté du 27 avril 2000, le permis sollicité, pour une durée de 20 ans, pour une capacité limitée à 2.000.000 de m³, et moyennant le respect de certaines conditions.

17. De nombreux recours sont introduits contre cet arrêté, notamment par les villes de Marche-en-Famenne et de La Roche-en-Ardenne, la commune de Nassogne, la S.C. IDELUX, M^{mes} Anne-Marie WIOT et Christiane LAUREYS et par l'A.S.B.L. L'ERABLIERE.

18. Les requérants sont entendus par le fonctionnaire technique les 27 juin, 10 et 19 juillet 2000.

Celui-ci remet, le 23 août 2000, son avis sur les recours. Il propose de confirmer l'autorisation litigieuse sous réserve d'y apporter certaines modifications dont l'une est d'assurer la protection de l'érablière d'éboulis.

19. Le Ministre wallon de l'Aménagement du territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement adopte le 11 septembre 2000 l'arrêté attaqué, qui modifie certaines conditions d'implantation, d'exploitation et de remise en état des lieux, qui avaient été fixées par la députation permanente du conseil provincial du Luxembourg dans son arrêté du 27 avril 2000, à savoir notamment (article 2 de l'arrêté attaqué) :

- " - le volume total des déchets éliminé dans le CET ne peut être supérieur à 1.500.000 mètres cubes";
- la zone réservée au stockage des terres et aux ateliers de l'environnement est déboisée en fonction des stricts besoins et ce, à partir de l'est de la dite zone. La dite zone est agencée au mieux de manière à constituer autour de l'érablière d'éboulis une bande de protection de 100 mètres de large".

L'arrêté est motivé comme suit à ce propos :

- " Considérant qu'il est possible d'assurer la coexistence du projet et de l'érablière d'éboulis par le truchement de la mise en oeuvre de conditions appropriées, engendrant :
- la création d'une zone tampon de 100 mètres minimum entre le CET et l'érablière, plantée en feuillus;
- la prolongation du massif forestier contigu;
- l'augmentation du maillage écologique et de l'effet de couloir";

Considérant que, dans son avis rendu le 19 juillet 2000, la division de la nature et des forêts estime que l'ensemble de ces mesures de protection devrait permettre de conserver cette érablière sur éboulis et ce conformément à la directive européenne 92/43/CEE relative à la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages".

L'acte attaqué confirme pour le surplus les autres dispositions de la décision de la députation permanente (article 3, § 2, de l'arrêté attaqué) et crée un comité d'accompagnement (article 4 de l'arrêté attaqué).

20. Au mois de mars 2000, les érablières de Tenneville ont été proposées par la Région wallonne à la Commission européenne en vue de leur inscription sur la liste des sites d'importance communautaire dressée par celle-ci, afin d'être désignées comme zone spéciale de conservation et être incluses dans le réseau écologique européen NATURA 2000 créé par la directive 92/43/CEE précitée.

En effet, contrairement à l'auteur de l'étude d'incidences, aucune des parties ne conteste que les érablières d'éboulis - appelées aussi forêts de pentes, d'éboulis ou de ravins - sont reprises à l'annexe I de la directive 92/43/CEE précitée énumérant les types d'habitats naturels d'intérêt communautaire dont la conservation nécessite la désignation de zones spéciales de conservation, sous le point 91, forêts de l'Europe tempérée, code 9180 forêts de pentes, éboulis ou ravins du Tilio-Acerion. Elles constituent même un type d'habitat prioritaire.

La Région wallonne compte plusieurs érablières d'éboulis, dont celle de Tenneville qui est renseignée "comme un des types de référence pour la caractérisation des érablières relevant du Dicrano-Aceretum (recelant encore toute une série d'espèces typiques de ce type de milieux comme la grande abondance de mousses (...)) et les lichens, la densité de divers Dryopteris et bien sûr des érables sycomores".

Le site des érablières de Tenneville est constitué non seulement de forêts d'éboulis, mais aussi de "hêtraies du Luzulo-Fagetum".

Par un arrêté du 23 janvier 2001, le Ministre du Budget, du Logement, de l'Équipement et des Travaux publics inscrit sur la liste de sauvegarde en raison de son intérêt scientifique le site des érablières à Tenneville, conformément aux dispositions des articles 193 à 195 du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine (CWATUP).

Cette inscription sur la liste de sauvegarde tend à répondre aux mises en demeure de la Commission des Communautés européennes reprochant à la Région wallonne la non-transposition de la directive 92/43/CEE du Conseil du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages, modifiée par la directive 97/62/CEE du 27 octobre 1997; la Région wallonne reste aussi entre autres en défaut de fournir une liste complète des sites destinés à faire partie du réseau NATURA 2000.

21. Le plan joint en annexe de l'étude d'incidences complémentaire du 29 juillet 1998 note la présence sur le site destiné à accueillir le projet de C.E.T. de deux plages d'érablières.

Compte tenu de l'imprécision de la localisation de ces deux plages, une mesure d'instruction demandée à la première audience et réalisée par la partie adverse a permis de les localiser avec plus de précision. Il en résulte qu'une des deux plages (la plus petite, d'une superficie de 0,43 ha) sera détruite par l'implantation du C.E.T., tandis que la seconde (d'une superficie de 6,94 ha) sera contournée (l'acte attaqué impose, pour cette seconde plage d'érablières, une zone tampon de 100 mètres) (v.supra). Seule cette seconde plage a été proposée par la Région wallonne pour faire partie de la liste des sites d'importance communautaire;

Considérant que, par requête introduite le 10 janvier 2001, la société coopérative IDELUX demande à intervenir dans la procédure en référé; qu'il y a lieu d'accueillir cette requête;

Considérant que la députation permanente du conseil provincial du Luxembourg demande sa mise hors de cause comme partie adverse aux motifs qu'"elle a agi en tant qu'organe déconcentré de la Région" wallonne et que la procédure actuelle "ne tend qu'à l'obtention de la seule suspension de la décision ministérielle";

Considérant que le Ministre, statuant sur le recours formé en application de l'article 23 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 23 juillet 1987 relatif aux décharges contrôlées, agit en tant qu'autorité de police tenue de substituer sa décision à celle de l'autorité subordonnée; qu'il s'ensuit que la députation permanente du conseil provincial du Luxembourg doit être mise hors de cause;

Considérant que, par délibération du 3 décembre 2000, le conseil communal de Nassogne "décide, à l'unanimité, d'introduire un recours en suspension et en annulation contre l'arrêté ministériel de la Région wallonne modifiant l'arrêté de la Députation permanente du Luxembourg notifié le 11 octobre 2000 (...)" ; que, par délibération du 4 décembre 2000, le collège des bourgmestre et échevins de la commune de Nassogne désigne les avocats chargés de représenter la commune. La délibération est rédigée notamment comme suit :

" Vu la délibération du Conseil communal du 3 décembre courant relative à l'introduction d'un recours en suspension et en annulation contre l'arrêté d'extension du C.E.T. à Tenneville (...)

Décide :

De désigner Maître Albert LESCEUX, (...) et Maître Alain LEBRUN (...), pour représenter la commune de Nassogne en association avec l'Erablière A.S.B.L., dans le recours

au Conseil d'Etat (...) selon la délibération du Conseil communal précitée du 3 décembre 2000";

Considérant qu'aux termes de l'article 123, 8°, de la nouvelle loi communale, "le collège des bourgmestre et échevins est chargé (...) des actions judiciaires de la commune soit en demandant soit en défendant"; que, suivant l'article 270 de la même loi, toute action, autre qu'en référé et que possessoire, est intentée par le collège après autorisation du conseil communal;

Considérant qu'en l'espèce, il apparaît des délibérations susvisées que la décision d'introduire le recours a été prise par le conseil communal et que le collège s'est limité à désigner des avocats chargés de défendre les intérêts de la commune, alors que, selon l'article 270 de la nouvelle loi communale, seul le collège des bourgmestre et échevins est compétent pour décider de l'introduction d'une action en référé devant le Conseil d'Etat; que la demande de suspension en tant qu'elle est introduite par la commune de Nassogne est dès lors irrecevable, la décision de l'introduire ayant été prise par un organe incompétent à cet effet;

Considérant que la première requérante prend un premier moyen de la violation de l'article 6.3. de la directive 92/43/CEE du Conseil du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages, lequel peut notamment être résumé comme suit :

- le projet, dont l'implantation et l'exploitation sont autorisées par l'acte attaqué, menace les érablières d'éboulis de Tenneville, considérées par la directive précitée comme un type d'habitat naturel prioritaire qui constitue un site d'importance communautaire, à classer en zone spéciale de conservation par les Etats membres;

- la directive n'a pas été transposée dans le délai requis par la Région wallonne; toutefois, celle-ci a proposé - ou est en voie de proposer - l'érablière de Tenneville à la Commission des communautés européennes en vue d'inscrire ce site sur la liste des sites d'importance communautaire;
- la Commission ne dispose d'aucun pouvoir d'appréciation dans le cadre de la procédure de classement des habitats naturels que l'annexe I de la directive désigne comme prioritaires et qui lui sont proposés par les Etats membres comme sites d'importance communautaire; il s'en déduit que l'article 6.3. est directement applicable à de tels sites en ce qu'il dispose que "tout plan ou projet susceptible d'affecter un site de manière significative, individuellement ou en conjugaison avec d'autres plans et projets, fait l'objet d'une évaluation appropriée de ses incidences sur le site eu égard aux objectifs de conservation de ce site" et que les projets ne sont approuvés qu'après que l'autorité se soit assurée qu'ils ne porteront "pas atteinte à l'intégrité du site concerné et après avoir pris, le cas échéant, l'avis du public";
- en l'espèce, l'étude d'incidences sur l'environnement, qui s'est déroulée dans le cadre de la procédure d'adoption du plan des centres d'enfouissement technique, a omis d'analyser l'impact du projet sur les érablières d'éboulis, et la note transmise par l'auteur de l'étude à la S.A. SPAQUE après le dépôt de son rapport ne peut être assimilée à une étude d'incidences; en outre, cette note n'a pas été soumise à l'enquête publique qui a suivi l'étude d'incidences; enfin, la partie adverse n'a pas été en mesure "de s'assurer que le projet ne porterait pas atteinte à l'intégrité du site concerné";
- par ailleurs, l'autorité a commis une erreur manifeste d'appréciation en délivrant le permis, alors qu'elle

savait que la directive 92/43/CEE n'avait pas été transposée en Région wallonne, ce qui la contraignait soit à refuser la délivrance de l'autorisation d'implanter et d'exploiter, soit à prescrire un complément d'évaluation du projet sur l'environnement;

- la requérante en tire deux conclusions qu'elle développe dans deux branches :
 - dans une première branche, la requérante conclut que les arrêtés du Gouvernement wallon du 1^{er} avril 1999 modifiant les plans de secteur et adoptant le plan des C.E.T. sont illégaux et doivent être écartés, en ce qui concerne le site de Tenneville, en application de l'article 159 de la Constitution;
 - dans la seconde branche, la requérante conclut que l'acte attaqué est illégal et doit être annulé;

Considérant que la partie adverse soutient que la requérante n'a pas d'intérêt au moyen dans la mesure où la protection de l'érablière a été prise en compte par l'acte attaqué qui l'exclut du site retenu pour abriter le centre d'enfouissement technique projeté et qui crée une zone tampon, plantée de feuillus, de 100 mètres minimum, entre le C.E.T. et l'érablière; que, selon la partie adverse, la requérante ne démontre pas que cette zone tampon "devrait être scientifiquement considérée comme insuffisante" et ne serait pas "de nature à obvier adéquatement aux dangers théoriques dénoncés" par la requérante; que, par ailleurs, en ce qui concerne les objectifs de la directive 92/43/CEE et sa transposition en droit régional wallon, la partie adverse expose que, dans le cadre de la première étape de la procédure de fixation des zones spéciales de conservation, elle a proposé à la Commission des Communautés européennes 58 sites en juin 1996 et 107 autres sites en mars 2000; que, toutefois, la Commission européenne n'a pas encore arrêté la liste des sites d'importance commu-

nautaire (deuxième étape de la procédure); qu'elle fait remarquer que l'évaluation des incidences exigée par l'article 6.3. de la directive ne trouve à s'appliquer qu'à condition que la deuxième étape visée ci-dessus ait été accomplie mais que, malgré cela, "les mesures concrètes et appropriées préconisées par la directive ont néanmoins été mises en oeuvre" : un complément à l'étude d'incidences a été réalisé en juillet 1998, dont les recommandations (exclusion des érablières du périmètre d'enfouissement et création d'une zone tampon) ont été suivies par l'acte attaqué; que la partie adverse conclut que le moyen manque de sérieux;

Considérant que la partie intervenante va dans le même sens; qu'elle considère en outre que l'étude d'incidences "concentrée exclusivement sur l'érablière" répond au prescrit de l'article 6.3. de la directive 92/43/CEE dont la question de l'applicabilité directe ne se pose dès lors pas; qu'elle en conclut que le moyen ne permet ni d'écarter l'application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} avril 1999 adoptant le plan des centres d'enfouissement technique ni d'écarter l'arrêté révisant le plan de secteur de Marche-La Roche ni d'annuler l'acte attaqué;

Considérant qu'il n'est pas contesté que deux plages d'érablières d'éboulis sont présentes sur le site qui abritera le centre d'enfouissement technique projeté; que la plus grande des deux plages ne sera pas détruite par l'implantation du C.E.T., mais contournée et "protégée" de la décharge par une zone tampon large de 100 mètres; que, par contre, la plus petite des deux plages d'érablières est destinée à être détruite par l'implantation du C.E.T. : elle sera coupée en deux par une route de service et en partie recouverte par les terres de découverture de la zone d'enfouissement proprement dite;

Considérant que la directive 92/43/CEE du Conseil du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages se présente notamment comme suit en ce qui concerne les habitats naturels prioritaires :

- en vertu de l'article 4.1., "sur la base des critères établis à l'annexe III (étape 1) et des informations scientifiques pertinentes, chaque État membre propose une liste de sites indiquant les types d'habitats naturels de l'annexe I". Cette "liste est transmise à la Commission, dans les trois ans suivant la notification de la (...) directive, en même temps que les informations relatives à chaque site. Ces informations comprennent une carte du site, son appellation, sa localisation, son étendue ainsi que les données résultant de l'application des critères spécifiés à l'annexe III (étape 1)";
- selon l'article 4.2., toujours "sur la base des critères établis à l'annexe III (étape 2)(...), la Commission établit, en accord avec chacun des États membres, un projet de liste des sites d'importance communautaire, à partir des listes des États membres, faisant apparaître les sites qui abritent un ou plusieurs types d'habitats naturels prioritaires (...). La liste des sites sélectionnés comme sites d'importance communautaire, faisant apparaître les sites abritant un ou plusieurs types d'habitats naturels prioritaires (...) est arrêtée par la Commission selon la procédure visée à l'article 21";
- l'article 4.3. précise que cette liste "est établie dans un délai de six ans après la notification de la (...) directive";
- l'article 4.4. dispose qu'"une fois qu'un site d'importance communautaire a été retenu en vertu de la procédure prévue au paragraphe 2, l'État membre concerné désigne ce site comme zone spéciale de conservation le plus rapidement possible et dans un délai maximal de six ans"; l'article 1^{er}, l, de la directive définit la zone spéciale de conservation comme "site d'importance communautaire désigné par les États membres par un acte réglementaire, administratif et/ou contractuel où sont appliquées les mesures de conservation nécessaires au maintien ou au rétablissement, dans un état de conservation favorable, des habitats naturels et/ou des populations des espèces pour lesquels le site est désigné", tandis que l'article 1^{er}, k, définit le site d'importance communautaire comme "un site qui, dans la ou les régions biogéographiques auxquelles il appartient, contribue de manière significative à maintenir ou à rétablir un type d'habitat naturel de l'annexe I (...) dans un état de conservation favorable et peut aussi contribuer de

manière significative à la cohérence de «Natura 2000» visé à l'article 3, et/ou contribue de manière significative au maintien de la diversité biologique dans la ou les régions biogéographiques concernées";

- selon l'article 4.5, dès qu'un site est inscrit sur la liste des sites d'importance communautaire arrêtée par la commission, il est soumis aux dispositions de l'article 6 paragraphes 2, 3 et 4";
- selon l'article 5, "dans les cas exceptionnels où la Commission constate l'absence sur une liste nationale visée à l'article 4 paragraphe 1 d'un site abritant un type d'habitat naturel (...) qui, sur la base d'informations scientifiques pertinentes et fiables, lui semble indispensable au maintien de ce type d'habitat naturel prioritaire (...), une procédure de concertation bilatérale entre cet Etat membre et la Commission est engagée (...)" (paragraphe 1), et, "si, à l'expiration d'une période de concertation n'excédant pas six mois, le différend subsiste, la Commission transmet au Conseil une proposition portant sur la sélection du site comme site d'importance communautaire" (paragraphe 2). Pendant la période de concertation et dans l'attente d'une décision du Conseil qui doit interdire à l'unanimité dans les trois mois de sa saisine, le site concerné est soumis aux dispositions de l'article 6 paragraphe 2 (paragraphes 3 et 4)";
- l'article 6, paragraphes 2, 3 et 4, dispose quant à lui comme suit :

" 2. Les Etats membres prennent les mesures appropriées pour éviter, dans les zones spéciales de conservation, la détérioration des habitats naturels et des habitats d'espèces ainsi que les perturbations touchant les espèces pour lesquelles les zones ont été désignées, pour autant que ces perturbations soient susceptibles d'avoir un effet significatif eu égard aux objectifs de la présente directive.

3. Tout plan ou projet non directement lié ou nécessaire à la gestion du site mais susceptible d'affecter ce site de manière significative, individuellement ou en conjugaison avec d'autres plans et projets, fait l'objet d'une évaluation appropriée de ses incidences sur le site eu égard aux objectifs de conservation de ce site. Compte tenu des conclusions de l'évaluation des incidences sur le site et sous réserve des dispositions du paragraphe 4, les autorités nationales compétentes ne marquent leur accord sur ce plan ou projet qu'après s'être assurées qu'il ne portera pas atteinte à l'intégrité du site concerné et après avoir pris, le cas échéant, l'avis du public.

4. Si, en dépit de conclusions négatives de l'évaluation des incidences sur le site et en l'absence de solutions alternatives, un plan ou projet doit néanmoins être réalisé pour des raisons impératives d'intérêt public majeur, y compris de nature sociale ou économique, l'État membre prend toute mesure compensatoire nécessaire pour assurer que la cohérence globale de Nature 2000 est protégée. L'État membre informe la Commission des mesures compensatoires adoptées. Lorsque le site concerné est un site abritant un type d'habitat naturel et/ou une espèce prioritaires, seules peuvent être évoquées des considérations liées à la santé de l'homme et à la sécurité publique ou à des conséquences bénéfiques primordiales pour l'environnement ou, après avis de la Commission, à d'autres raisons impératives d'intérêt public majeur";

- en vertu de l'article 23, les Etats membres disposaient de deux ans à compter de la notification de la directive pour mettre en vigueur "les dispositions législatives, réglementaires et administratives nécessaires pour se conformer à la directive";

Considérant qu'en vertu de l'article 4.1. de la directive, la Région wallonne devait pour juin 1995 proposer une liste de sites abritant au moins un des types d'habitats naturels visés à l'annexe I; que cette liste est établie sur la base de critères énumérés à l'annexe III, point A, étant le degré de représentativité, la superficie du site par rapport à la superficie totale couverte par ce type d'habitat naturel sur le territoire national, le degré de conservation et la possibilité de restauration, l'évaluation globale de la valeur du site pour la conservation du type d'habitat naturel concerné; que, selon l'annexe III, "suivant ces critères, les Etats membres classent les sites qu'ils proposent ", et "cette liste fait apparaître les sites abritant les types d'habitats naturels prioritaires (...) qui ont été sélectionnés par les Etats membres suivant les critères énoncés au point A; que l'établissement de cette liste réserve dès lors une marge d'appréciation aux Etats membres, de nature scientifique et non politique, ceux-ci devant proposer tous les sites répondant aux critères énumérés à l'annexe III; que ce pouvoir d'appréciation est contrôlé par la

Commission des Communautés européennes qui, en vertu de l'article 5 de la directive, peut, s'agissant notamment d'un type d'habitat naturel prioritaire et selon certaines règles de procédure, imposer, par une décision du Conseil, l'inscription d'un site non retenu sur la liste;

Considérant que la partie adverse n'a pas encore transposé la directive 92/43; qu'en outre, elle n'a transmis qu'une liste partielle des sites destinés à figurer dans le réseau NATURA 2000, comme cela ressort d'une délibération du Gouvernement wallon du 2 mars 2000, lequel "charge le ministre qui a la conservation de la nature dans ses attributions de poursuivre le travail de sélection de sites afin de répondre aux obligations communautaires"; qu'en raison du retard mis par la partie adverse à proposer la liste des sites, il lui incombe, pour respecter le devoir de coopération loyale consacré par l'article 10 (ex-article 5) du traité instituant la Communauté européenne, de s'abstenir de tout acte susceptible de compromettre les objectifs de la directive et notamment de tout acte pouvant entraîner la détérioration d'un site figurant sur sa proposition de liste, mais aussi d'un site qui devrait y figurer; qu'en effet, l'inverse lui permettrait, alors qu'elle est en défaut d'avoir exécuté la directive dans les délais, de faire disparaître ou d'endommager des sites d'habitats naturels prioritaires avant que la Commission ne puisse exercer les pouvoirs que lui confère l'article 5 de la directive; que tant que l'Etat membre ne lui a pas transmis une liste complète des sites, il est impossible à la Commission d'exercer utilement les prérogatives que lui confère l'article 5 précité; qu'un Etat membre ne saurait cependant tirer avantage du non-respect de ses obligations communautaires; que, par conséquent, celui-ci ne peut autoriser un projet qui aurait pour effet de détruire un site répondant a priori aux critères de l'annexe III de la directive;

Considérant que la liste partielle transmise par la Région wallonne à la Commission inclut la grande érablière de Tenneville; que, dans l'attente de l'arrêt définitif de la liste par la Commission, ce site doit dès lors bénéficier de la protection provisoire des dispositions de l'article 6, paragraphes 2 à 4, de la directive, directement applicables comme il sera exposé ci-après; que la petite érablière n'a pas été proposée par la Région wallonne pour faire partie de la liste des sites d'intérêt communautaire; que certes, il n'est pas possible, dans l'état actuel de l'instruction de l'affaire, d'affirmer que ce site rencontre à coup sûr les critères de l'annexe III de la directive et qu'il devait être aussi proposé pour faire partie du réseau NATURA 2000; que cependant, il existe plusieurs éléments permettant de penser que la Commission pourrait faire usage de l'article 5 de la directive; qu'en effet, sur base de documents cartographiques de la végétation datant de 1957, il apparaît qu'à cette époque, la grande et la petite érablière n'en formaient qu'une seule, plus vaste; que les analyses scientifiques menées, qui ont mis en évidence le très grand intérêt biologique du site, se sont, semble-t-il, toujours fondées sur cette carte jusqu'à ce qu'enfin, l'étude d'incidences complémentaire révèle l'existence de deux plages distinctes dont le relevé, fait dans cette étude à main levée, ne fut précisé que par une mesure d'instruction menée en mars 2001; que les raisons avancées par la partie adverse pour justifier la non-proposition de la petite érablière ne ressortent que d'une lettre adressée par la division de la nature et des forêts à l'office wallon des déchets le 13 février 2001, en réponse notamment au présent recours; que ces raisons ("parcelle (...) de faible superficie par rapport aux autres peuplements voisins" "état de conservation (qui) ne semble pas suffisant ce qui ne permet pas d'en assurer l'avenir", "représentativité, par rapport à la définition même de ce type d'habitat" "tout à fait discutable (ce qui résulte notamment des points (...) ci-dessus)") ne paraissent s'appuyer

sur aucune information scientifique pertinente au sens de la directive, comme le révèle l'emploi du mot "semble" à propos de l'état de conservation, alors que les analyses scientifiques relatives à l'intérêt biologique du site de Tenneville paraissent avoir envisagé celui-ci dans son ensemble; que par conséquent, à défaut pour la partie adverse d'avoir transmis la liste des sites dans les délais requis et afin de préserver la réalisation des objectifs de la directive, la petite érablière doit pouvoir bénéficier d'une protection provisoire, empêchant à tout le moins sa détérioration, dans la mesure où il s'agit d'un site d'habitat naturel prioritaire dont il n'est pas exclu qu'il puisse figurer sur la liste communautaire;

Considérant que les dispositions de l'article 6, paragraphes 2 à 4, ont effet direct en Région wallonne; qu'en effet, les obligations qu'elles imposent aux Etats destinataires d'organiser une évaluation des incidences, de recourir si nécessaire à une enquête publique et de s'assurer que les projets proposés ne portent pas atteinte à l'intégrité des habitats naturels protégés, sont claires, précises et inconditionnelles; que, par ailleurs, les érablières d'éboulis, du type de celles présentes à Tenneville, étant considérées à l'annexe I de la directive comme des types d'habitats prioritaires, il ne peut être y porté atteinte que pour des raisons impératives d'intérêt public majeur;

Considérant que l'article 6.3. précité exige une "évaluation appropriée des incidences" du projet "sur le site eu égard aux objectifs de conservation de ce site", et ce afin d'apprécier concrètement et en connaissance de cause si le projet porte ou non atteinte à l'intégrité du site; qu'en ce qui concerne la grande érablière, l'étude complémentaire réalisée se contente d'estimer que sa présence ne modifie pas les conclusions de l'étude d'incidences principale et suggère de fixer une zone tampon de

20 mètres maximum; que cette étude ne paraît pas répondre au prescrit de l'article 6.3. de la directive et n'a, semble-t-il, pas convaincu la division de la nature et des forêts de la D.G.R.N.E. qui, dans une note du 20 janvier 2000, proposait de "mettre en oeuvre une zone tampon d'une largeur de 100 mètres minimum autour du C.E.T." afin notamment de "tenter de préserver" l'érablière; qu'en se contentant d'affirmer qu'"il est possible d'assurer la coexistence du projet et de l'érablière d'éboulis par le truchement de la mise en oeuvre de conditions appropriées", dont cette zone tampon, alors que l'étude d'incidences est insuffisante sur ce point, la partie adverse ne s'est pas suffisamment assurée que le projet ne porterait pas atteinte à l'intégrité de l'érablière; qu'en ce qui concerne la petite érablière dont l'étude complémentaire fait clairement apparaître qu'elle va disparaître, la partie adverse devait en conclure que le projet portait radicalement atteinte à l'intégrité du site et en conséquence, refuser de délivrer le permis ou, à tout le moins, justifier la réalisation du projet qui lui était présenté pour un des motifs visés au paragraphe 4 de l'article 6 de la directive, à savoir "des considérations liées à la santé de l'homme et à la sécurité publique ou à des conséquences bénéfiques primordiales pour l'environnement"; que la partie adverse n'a respecté aucune de ces obligations; qu'en ce sens, la seconde branche du premier moyen paraît sérieuse;

Considérant que la première requérante expose que l'acte attaqué risque entre autres de causer un préjudice grave et difficilement réparable aux érablières d'éboulis; qu'elle expose notamment que les érablières d'éboulis, présentes sur ou à proximité du site sur lequel s'implantera le centre d'enfouissement technique projeté, sont menacées par les gaz qui s'échapperont de la décharge; que la requérante se fonde sur une étude réalisée par un ancien directeur de la S.A. SPAQUE, relative aux problèmes engendrés par les gaz de la décharge d'Hallembaye; que

s'agissant d'un habitat naturel considéré par la Commission des Communautés européennes comme prioritaire, le risque de préjudice qu'il subirait doit être considéré, selon la requérante, comme grave; que, par ailleurs, elle soutient que les dégâts causés à un habitat naturel sont difficilement réparables; que la requérante estime également qu'en l'absence d'étude d'incidences portant sur les érablières d'éboulis, le risque de préjudice causé par le projet autorisé doit être considéré comme grave et difficilement réparable;

Considérant que la partie adverse répond que les éléments invoqués par les requérantes ne démontrent pas *in concreto* l'existence d'un risque de préjudice grave et difficilement réparable; que, plus particulièrement, en ce qui concerne l'atteinte à l'érablière d'éboulis, ce risque, selon elle, "ne repose que sur un document unilatéral d'un ancien directeur de la S.A. SPAQUE qui ne concernait pas le site de Tenneville et qui faisait état d'hypothèses de propagation latérale des gaz de décharge dans des conditions d'exploitation dont rien ne démontre l'existence en l'espèce"; que, par ailleurs, elle rappelle qu'une étude d'incidences a bien été réalisée;

Considérant que la partie intervenante va dans le même sens, que selon elle, les risques de préjudice vantés ne trouvent pas leur cause dans l'acte attaqué, mais dans les arrêtés du Gouvernement wallon du 1^{er} avril 1999 adoptant le plan des centres d'enfouissement technique et modifiant le plan de secteur de Marche-La Roche, qui n'ont pas été attaqués en annulation par la requérante et dont la légalité n'est pas contestée dans le présent recours; qu'elle ajoute que l'argument pris de la propagation latérale des gaz de décharge pour justifier le risque d'atteinte aux érablières d'éboulis n'est pas pertinent, dans la mesure où le C.E.T. de Tenneville n'autorise "en grande majorité que des déchets industriels" et des déchets ménagers préalablement compostés, c'est-à-dire non

putrescibles, de sorte que les émanations de gaz sont très faibles;

Considérant que l'érablière de Tenneville est considérée par les spécialistes comme un type de référence au sens systématique en raison de son association végétale considérée comme l'une des plus rares; qu'il est admis que les autres sites répertoriés (sept) ont subi des altérations diverses ou ne sont pas aussi représentatifs que celui de Tenneville et notamment celui situé sur le versant en face; qu'en raison de l'insuffisance de l'étude d'incidences sur la question de la préservation de la grande érablière et de la pertinence de la zone tampon, il n'est pas exclu que le C.E.T. autorisé entraîne, à tout le moins pendant son exploitation, des dommages irréversibles à celle-ci notamment par l'émanation des gaz de la décharge; que la partie adverse elle-même reconnaît dans les informations communiquées sur le site proposé à la Commission européenne la vulnérabilité du site eu égard à la présence de ce C.E.T.; que le risque de préjudice à ce site reconnu de très grand intérêt biologique doit être tenu pour grave et est difficilement réparable; qu'en ce qui concerne la petite érablière, il suffit de constater qu'une des deux plages d'érablières présentes sur le site sera détruite par l'implantation du centre d'enfouissement technique; que le risque d'atteinte à l'intégrité de cet habitat naturel prioritaire est contraire aux principes inscrits dans l'objet social de l'A.S.B.L. requérante et est dès lors de nature à causer à celle-ci un préjudice moral grave et difficilement réparable personnel,

D E C I D E :

Article 1^{er}.

La requête en intervention introduite par la société coopérative INTERCOMMUNALE POUR L'EQUIPEMENT ECONOMIQUE DE LA PROVINCE DE LUXEMBOURG, en abrégé IDELUX, dans la procédure en référé est accueillie.

Article 2.

La Députation permanente du conseil provincial du Luxembourg est mise hors de cause.

Article 3.

La demande de suspension est rejetée en tant qu'elle est introduite par la commune de Nassogne.

Article 4.

Est suspendue l'exécution de l'arrêté du Ministre wallon de l'Aménagement du territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement du 11 septembre 2000 délivrant à la société coopérative IDELUX un permis d'implanter et d'exploiter un centre d'enfouissement technique de classes 2 et 3 à Tenneville, au lieu-dit "Al Pisserotte", et créant un comité d'accompagnement.

Article 5.

Les dépens relatifs à la requête en intervention introduite par la société coopérative IDELUX, liquidés à la somme de 5.000 francs, sont mis à charge de cette dernière.

Les dépens relatifs à la demande de suspension introduite par la commune de Nassogne, seconde requérante, liquidés à la somme de 7.000 francs, sont mis à charge de cette dernière.

Les dépens sont réservés pour le surplus.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique de la XIII^e chambre des référés, le quatre avril deux mille un par :

M ^{mes} GUFFENS,	conseiller d'Etat, président f.f.,
MALCORPS,	greffier.

Le Greffier,

Le Président f.f.,

M.-Chr. MALCORPS.

S. GUFFENS.